

Allocution Jean-Charles Luperto

Mesdames, Messieurs,
Chers Collègues,
Chers Invités,

Ce qui nous a bouleversés, dès ce mois de mars 2020, ce n'était pas une tempête ni un tsunami, encore moins une invasion d'ennemis armés de machines super puissantes. Nous étions bien loin de ces films catastrophes. Et pourtant ! Digne d'un chef d'œuvre de sciences fictions, ce scénario où le monde entier s'engage à combattre un ennemi invisible à l'œil nu et où les médias de tous les continents comparent les chiffres des pertes en faisant état de l'évolution des actes de résistance devenait bien une réalité. C'est comme si, du jour au lendemain, nous étions confrontés à une armada d'hommes invisibles et que ceux-ci se voyaient dotés d'une force que nous ne pouvions contrer.

C'est dans ces circonstances que l'être humain peut montrer le meilleur de lui-même mais parfois aussi ... le pire.

Nous avons vu partout se développer de magnifiques élans de solidarité. D'abord envers ceux que nous avons qualifié de héros ; je pense aux médecins et aux infirmiers, au front, face à la maladie. Ensuite envers les plus démunis, socialement, humainement, psychologiquement. Les journaux télévisés relataient l'ingéniosité de chercheurs, d'entrepreneurs, d'artisans qui mettaient au service de la communauté leur richesse créatrice, le tout dans un énorme élan de générosité. N'ai-je pas entendu le cas de ces distilleries se métamorphoser en producteurs d'alcools antibactériens et antiviraux, ces laboratoires d'ingénierie transformer des masques de plongée en masques adaptés pour les médecins en première ligne ou ces corporations citoyennes devenir productrices de masques à l'usage de tous. Et j'en passe tant les adaptations créatrices furent nombreuses et empreintes d'intelligence collective.

Mais, dans le même temps, pendant qu'un grand nombre ne rechignait pas à donner le meilleur d'eux-mêmes, nous avons vu apparaître les comportements les plus abjectes, les plus immondes qu'une frange de la société est capable de manifester. Je pense à la délation, j'évoque l'exclusion, je vise les menaces envers certains représentants du corps médical. L'homme, dans le comportement de cette frange, a montré ce qu'il a de plus malsain en lui. C'était le règne de l'anonymat. Ainsi, me fut rapportée l'expérience de cette infirmière à domicile qui a reçu des lettres de menaces, qui a vu les pneus de sa voiture crevés ; ainsi me fut rapporté le cas de ce jeune interniste aux soins intensifs recevant une notification de ces colocataires, qu'il considérait comme ses amis, de déguerpir sur le champ ; ainsi me fut rapporté de nouveau le cas d'une infirmière qui a été insultée par l'un de ses voisins et qui a retrouvé des crachats sur sa porte d'entrée.

Tous ces éléments sont révélateurs d'une société qui a perdu une grande partie de ses repères. Et je ne vous cache pas qu'en ce qui me concerne, le questionnement m'est venu et il est justement peut-être venu le temps de se questionner. Certes, vous me rétorquerez que cela fait un bon moment déjà que nous sommes confrontés aux questionnements et les sujets sont venus s'ajouter les uns aux autres : la crise migratoire, le dérèglement climatique, la montée des populismes, la remise en cause de notre modèle démocratique... Mais tous ces éléments ne sont-ils pas les symptômes plus profonds d'une société, et ne nous voilons pas la face, nous en sommes un acteur essentiel, qui n'a pas vu ou s'est refusée de voir que son développement était arrivé à ses limites, que les paradigmes sur lesquels elle s'est justement développée, oui je dis bien développer, dans le sens de progresser, de prospérer, de s'épanouir, ne sont plus ceux qui guideront notre vie ? Et que tout cela nous décontenance dans nos convictions les plus profondes, dans des modèles d'existence que nous considérons comme acquis. Le changement fait peur. Nous sommes ancrés dans nos habitudes

qui nous réconfortent. Nos réflexes sont défensifs. L'inconnue est une angoisse.

Là est mon questionnement. Et je ne vous cache pas, confiné comme nous l'étions tous, (ce qui nous laisse du temps pour la réflexion), que cette question sur le rapport que nous, hommes, avons au monde et à notre propre savoir, s'est, au fil des jours, exacerbée. Le temps était peut-être venu de se replonger aux sources parce que ces réflexions et recherches à caractère rationnel existent depuis la nuit des temps. Depuis l'Antiquité grecque pour être précis, l'homme s'interroge sur l'être, sur les causes, sur les valeurs, sur son existence et le sens à lui donner. Ce domaine de réflexion s'appelle la philosophie. Et je pense que nous aurons bien besoin de philosophie pour guider nos choix et nous éclairer sur la voie que nous devrions prendre.

Montaigne a écrit : « Quand bien même nous pourrions être savants du savoir d'autrui, au moins sages ne pouvons-nous être que de notre propre sagesse. »

C'est à elle que je souhaiterais me référer dans un premier temps.

On dit de la sagesse qu'elle serait l'idéal d'une vie réussie, non pas l'idée que l'on aurait réussi dans la vie, ce qui nous renverrait à une conception carriériste de la réussite, mais parce que tout simplement on aurait réussi sa vie elle-même. Le vrai sage se contenterait de vivre sa vie en y trouvant une joie suffisante et en faisant preuve d'un jugement droit, averti, avec discernement. Ainsi, nous atteindrions un idéal supérieur de vie. Mais curieusement, et je me réfère à un philosophe contemporain, André-Comte Sponville, qui disait de « l'homme le plus sage du monde qu'un caillot ou un virus suffit à le rendre fou. » C'est que nous ne sommes, tout sage que nous puissions être, à l'abri du monde qui nous entoure. La vraie sagesse ne serait évidemment pas une assurance tout risque, ni le remède miracle. C'est un état, un repos, joyeux et libre dans la vérité. C'est dès lors un

savoir-vivre, une expérience qui serait d'atteindre le maximum de bonheur dans le maximum de lucidité.

Mesdames, Messieurs,

La crise sanitaire liée à la Covid 19 et ses impacts, à divers égards, furent des moments singulièrement édifiants. Ainsi, pendant plusieurs mois voire une année complète, nous avons pu observer une propagation très vivace d'une forme, j'ouvre les guillemets, de « populisme scientifique », celui-ci étant accentué par les réseaux sociaux avec le triomphe des infox, les autres vérités alternatives, le lynchage médiatique et les manipulations à grandes échelles où l'espace public ouvert et pluraliste qui faisait la force des démocraties est devenu l'une de ses faiblesses. Le sociologue Gérard Bronner, cité par Étienne Klein dans « le goût du vrai », parlerait plutôt de « démagogisme cognitif ».

Cette expression vise les discours qui se caractérisent par la mise en avant de points de vue intuitifs voire totalement subjectifs, au raisonnement court sur un ton péremptoire, qui portent sur toutes sortes de sujets, pourtant fort complexes, comme la pharmacologie, la virologie ou l'épidémiologie mais aussi le droit constitutionnel ou le régime des libertés.

Pourtant, il est fréquent que la science prenne l'intuition à contre-pied, contredise les évidences et se moque de cette bureaucratie des apparences. Les vérités scientifiques ne relèvent nullement d'un vote, encore moins à une époque où une immense majorité affirme savoir ce que personne ne savait encore, comme l'ont confirmé les résultats d'un sondage publiés dans Le Parisien le 5 avril 2020. Ainsi, à la question de savoir si tel médicament était efficace contre la Covid 19, 59% répondaient oui, 20% non et seulement 21% déclaraient ne pas savoir. En résumé, 80% des sondés affirmaient savoir ce que personne ne savait encore.

Plusieurs facteurs conduisent à ce type de réflexion ou d'attitude. Étienne Klein, philosophe des sciences, en a dénombré quatre. D'abord, cette inclination à accorder plus de crédit aux thèses qui nous plaisent qu'à celles qui nous déplaisent. Ensuite, cette accointance aux arguments d'autorité qui ferait qu'une chose deviendrait vraie pour l'unique raison que nous l'avons lue ou entendue. Un troisième facteur serait cette confiance démesurée à l'intuition ou aux évidences. Mais celui que je retiendrai au-delà des trois autres facteurs précités, c'est ce qui est défini comme étant l'ultracréditarisme qui est cette tendance fort répandue de nos jours à parler de sujets que l'on ne connaît pas.

Cet ultracréditarisme ne s'est pas contenté de viser la science biomédicale. Il s'en est pris aussi aux sciences juridiques. Pourtant, la philosophie des lumières défendait l'idée que la souveraineté d'un peuple se heurte à une limite, celle de la vérité sur laquelle elle ne saurait avoir de prise.

Nous avons pu observer que cette crise sanitaire a fait surgir deux temporalités, celle du politique qui doit prendre des décisions dans l'urgence, et celle de la recherche qui peut accélérer ses protocoles mais qui, en aucun cas, ne peut s'affranchir de toute méthodologie.

Et puisqu'il est question de la décision politique, venons-en à ce qui la fonde.

D'abord le contexte des débats démocratiques qui a changé. Auparavant, il y a à peine une cinquantaine d'années, ce contexte mettait en jeu ce qu'on a appelé les leaders d'opinion, soit un petit millier d'acteurs. Aujourd'hui, on compte des millions de contributeurs tout azimut.

Ensuite, la portée même de la décision politique à laquelle il convient d'ajouter un élément additionnel pour la distinguer de toutes les décisions que nous prenons. Pierre-Henry Tavoillot, philosophe politique, dit qu'elle partage avec la décision militaire, ce fait qu'elle n'est pas seulement un choix pour soi, elle est

aussi un commandement pour les autres. Son succès ne se jouera dès lors pas au seul niveau de la volonté individuelle : elle suppose en effet, en plus de vouloir, d'être obéi.

De la décision politique, il est dit qu'elle ne se fait jamais entre la bonne et la mauvaise option, mais entre la mauvaise et la pire. Il s'agit d'un élément que notre monde actuel tend à laisser tomber dans l'oubli.

La décision politique est-elle une théorie parfaite ? Non ! C'est sans doute la raison pour laquelle la politique est un art et non une science.

Certains, au pire de la tension, ont évoqué en termes plus policés ou parfois plus virulents l'abus de pouvoir. Mais ne pourrions-nous pas parler aussi d'abus de contre-pouvoir quand la protection des droits individuels vient heurter de front le pouvoir du collectif, ce que Marcel Gauchet décrirait comme un « combat tragique de la démocratie contre elle-même » quand le pouvoir d'empêcher l'emporte sur le pouvoir d'exercer ?

J'ai été amusé par cette réflexion de ce même Tavoillot qui considère que l'éloge de la désobéissance civile est une dérive des démocraties libérales, qui restent persuadées, comme à l'âge moderne, qu'il faut lutter contre le pouvoir, alors, qu'à l'âge hypermoderne, rien n'est plus urgent que de le défendre. Ce n'est pas rendre service au peuple que d'affaiblir le pouvoir qui le porte.

Mesdames, Messieurs,

Beaucoup ont déjà écrit sur cette crise mondiale sans précédent, certains y voyant des opportunités, d'autres craignant que le pire soit à venir, que les comportements humains ne vont pas changer et que, plus grave, ils vont être portés à leur paroxysme et que la suite ne peut être que cataclysme.

Et pourtant ! Pourtant cette crise nous a enseigné de nombreuses choses. Elle nous a montré que les Etats étaient capables de prendre des mesures radicales pour répondre à l'urgence sanitaire mais aussi que leur vitesse de réaction était également proportionnelle à la prise au sérieux réelle de l'information et des données, parfois après beaucoup de flottement. On pourrait en déduire que cette prise de conscience pourrait dès lors être salutaire par rapport à d'autres crises ; je pense bien évidemment à l'environnement, je pense aussi aux crises sociales. Serait-ce une illusion ?

Dans cette période, il a fallu du temps pour que l'Europe se mette en ordre de marche après quelques tergiversations mais elle l'a fait. Toutefois, cela ne peut dissimuler le contexte international instable et dangereux que nous connaissons et ce que nous vivons encore est un puissant révélateur des crises globales de notre temps. D'abord, notre environnement qui devient de plus en plus inadapté à notre vie en société et qui souffre de nos agissements. Ensuite, cette crise sociale dont la pression ne cesse d'être grandissante parce que ce virus que nous avons combattu et que nous combattons encore s'en est pris globalement et plus facilement aux plus démunis, aux plus vulnérables, encore davantage dans les pays qui ne disposent pas d'un système de santé publique efficace et solidaire. Enfin, toute notre économie et ses modèles en ont été profondément ébranlés car ce sont autant la production que la consommation qui furent et sont toujours touchés, annonçant de fait une profonde récession.

Qui aurait pu imaginer que les frontières européennes puissent être fermées entre les pays membres, avec cette efficacité que le plus radical des nationalistes n'aurait pu rêver ? Les mesures prises par les différents Etats, en accordant des pouvoirs extraordinaires, qualifiés aussi de spéciaux, à leur gouvernement, où nos libertés, concédons-le, furent touchées, sont et seront encore jugées et nul doute que leur efficacité aura

déterminé et déterminera l'avenir politique de leur gouvernement.

Serions-nous devant une crise de civilisation, à l'image de ces basculements historiques au lendemain de crises sanitaires ? L'épidémie de peste et la chute de l'Empire romain, la peste noire et la fin du système féodal, ou encore la grippe espagnole et la montée des fascismes de l'entre-deux-guerres. Seul l'avenir nous le dira, mais ne sommes-nous pas encore maître de cet avenir ?

Je voudrais conclure cette réflexion par un message d'espoir car fort heureusement, les crises sont aussi des opportunités, à court terme mais également à long terme. En un temps record, nous avons démontré une faculté de réaction et de collaboration impressionnante où nous avons écarté ce fameux principe de concurrence et où les entreprises furent, de leur propre initiative, en mode coopération. Des mesures présentées parfois il y a quelque temps comme utopiques furent de mise. Ainsi, il en fut de certaines règles budgétaires parfois trop strictes qui nous privaient de tout projet voire même de l'idée de projet. Les Etats sont intervenus massivement pour soutenir l'économie. Peut-être, nous rendrons nous compte que les projets d'investissement durable avec emprunt ne devront plus entrer dans le déficit public des pays. L'Etat-providence et les hôpitaux soutenus par les pouvoirs publics sont apparus comme d'indispensables remparts. Nous avons pu observer que la relocalisation de l'économie devenait salutaire afin de garantir une sécurité d'approvisionnement. Les scientifiques et experts ont eu enfin une oreille attentive de nos gouvernements et ont reçu un rôle novateur voire crucial, au détriment des lobbies souvent paralysants. Enfin, et c'est notre message d'espoir, les citoyens ont modifié leur mode de vie dans l'intérêt général, comme si, par eux-mêmes, ils avaient répondu à cette question philosophique : « Quel est le sens de notre vie ? ».

Je vous remercie.